

# Introduction au Guide de surveillance intégrée pour le ODD 6

---

*Veillez noter que le document suivant est un travail en cours, ayant vocation à être révisé au cours du troisième trimestre de 2016, en fonction des commentaires des pays - cette version est celle du 6 Avril 2016*

## Qu'est-ce que le Guide de surveillance intégrée ?

Le Guide de surveillance intégrée fournit une base pour les gouvernements nationaux afin de suivre les progrès vers le nouvel objectif de développement durable sur l'eau et l'assainissement (ODD 6). Basé sur le cadre global de l'indicateur développé par l'Inter-agence dirigée par les pays et le Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs aux objectifs durables de développement (IAEG-ODD), le Guide propose des méthodologies pour la surveillance de chacun des indicateurs globaux 11 sous l'ODD 6.

Les méthodologies cherchent à adopter et à appuyer les efforts de surveillance existants au niveau des pays, en permettant aux pays de commencer les efforts de surveillance à un niveau en adéquation avec leurs capacités et leurs ressources nationales disponibles, puis en avançant progressivement. Les méthodologies cherchent également à promouvoir l'harmonisation et l'utilisation de normes et de définitions similaires, pour faciliter le partage et la comparaison des données tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières, et au fil du temps.

Le Guide ne devrait pas être considéré comme un ensemble normatif de règles à respecter, mais plutôt comme la promotion d'une approche intégrée pour surveiller l'ODD 6. Le Guide est en bonne progression, un document vivant qui sera révisé après la mise à l'essai en 2016 pour tenir compte des enseignements appris au niveau des pays. Le Guide devrait également être continuellement révisé pendant la période de l'ODD, afin de capturer des développements méthodologiques et technologiques qui peuvent améliorer l'efficacité et l'efficience de la surveillance.

## A qui est destiné le Guide de surveillance intégrée ?

Le guide est conçu pour être utilisé par les responsables de la mesure, de la collecte et la compilation de l'eau et des données liées à l'assainissement. Cela peut être du personnel technique dans les ministères concernés et les bureaux nationaux de statistiques. Cela peut aussi être le personnel technique des gouvernements sous-nationaux, en plus des groupes du milieu universitaire et de la société civile impliqués dans le suivi. Ci-dessous, suivre une liste des différentes composantes du Guide et de leur utilisation prévue.

Des ressources supplémentaires, ciblées pour un plus large public et pour les politiciens, comprennent les brochures « Surveillance de l'eau et de l'assainissement dans l'Agenda 2030 pour le développement durable - Une introduction » et « Surveillance de l'eau et de l'assainissement dans l'Agenda 2030 pour le développement durable - Un briefing exécutif ». Ces ressources fournissent plus d'informations de base sur les processus intergouvernementaux de l'Agenda 2030 pour le développement durable et le cadre global de l'indicateur, les motivations derrière la surveillance du secteur de l'eau, et le développement du Guide.

Guide component	Description	Target audience
Introduction au Guide de surveillance intégrée pour le ODD 6 (ce document)	Orientation générale sur la façon d'utiliser le Guide et de mettre en œuvre l'ODD 6 au niveau des pays, en ligne avec les ambitions de de l'Agenda 2030	Personnel technique (pour introduction); Les politiciens et le grand public (pour une compréhension plus approfondie)
Présentation des cibles et des indicateurs mondiaux de l'ODD 6	Présentation de l'ODD 6 avec mise en surbrillance des liens au sein de ODD 6 ainsi qu'avec d'autres ODD, bref résumé des ODD 6 indicateurs mondiaux et des méthodes de surveillance proposées	Personnel technique (pour un aperçu général de tous les ODD 6 composants); Les politiciens et le grand public (pour une compréhension plus approfondie)
Méthodes étape par étape proposées pour les indicateurs mondiaux de l'ODD 6 : 6.1.1, 6.2.1, 6.3.1, 6.3.2, 6.4.1, 6.4.2, 6.5.1, 6.5.2, 6.6.1, 6. a.1 et 6.B.1	Directive étape par étape sur la façon de surveiller les différents indicateurs mondiaux de l'ODD 6, y compris des conseils sur la collecte de données et la gestion	Personnel technique chargé du suivi des différentes composantes de l'ODD 6
Glossaire commun pour la surveillance de l'ODD 6	Définition de tous les termes / concepts pertinents pour le suivi de l'ODD 6 et leur interaction	Personnel technique chargé du suivi des différentes composantes de l'ODD 6

## Quel est le processus au niveau national ?

Les États membres devront se prononcer sur une structure appropriée pour la mise en œuvre des objectifs au niveau national. Une option pourrait inclure un point focal national désigné et une équipe nationale intersectorielle de suivi composée de toutes les parties prenantes pour le suivi de l'ODD 6, y compris les bureaux de statistique, les agences nationales et les ministères, et d'autres représentants du secteur. La responsabilité de la collecte nationale de données, de leur analyse et de leur diffusion, ainsi que de la préparation de rapports, pourrait alors incomber à l'équipe intersectorielle.

Pour assurer un lien étroit entre les niveaux de suivi national et mondial, il est essentiel d'établir des mécanismes permettant de partager et de valider facilement et de façon transparente les données.

Lors de l'essai pilote en 2016, la mise en œuvre commencera par un atelier national et l'adoption d'un plan de mise en œuvre nationale. En fonction des besoins et des ressources disponibles, les pays pilotes recevront un degré variable de soutien technique en ce qui concerne la collecte des données, leur validation, leur analyse et leur suivi.

## Quel est le processus au niveau mondial ?

La première phase de l'initiative de surveillance intégrée (2015-2018) met l'accent sur le développement de méthodes de surveillance et le Guide de suivi pour une utilisation dans les pays et par pays, et la mise en place d'une base de référence mondiale.

Avant que les méthodologies ne soient déployées à l'échelle mondiale, elles seront mises à l'essai dans un petit nombre de pays et révisées au besoin, selon les leçons tirées de chaque cas.

En 2017, les méthodes seront ensuite mises en œuvre à l'échelle mondiale, afin de permettre la mise en place d'une base de référence mondiale en 2018. Pour réaliser à la fois la mise à l'essai et la mise en œuvre globale, une première étape vise à sensibiliser les pays à développer un intérêt national pour le suivi du secteur de l'eau. Pour se préparer à la mise en œuvre mondiale, un certain nombre d'ateliers régionaux sera organisé à la fin de l'année 2016 pour rassembler les États membres et les partenaires internationaux de suivi dans le but de faciliter la

coopération et le partage des connaissances et de l'expérience. Une telle interaction de pairs à pairs sera un élément important du développement des capacités dans un environnement aux ressources limitées.

Timeline for GEMI phase 1	2015		2016				2017				2018	
	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2
Development/revision of monitoring methodologies	•	•	•			•			•	•		
Country and regional sensitization		•	•		•	•	•	•				
Pilot testing of methodologies (6 countries)			•	•	•							
Establishment of global data repository				•	•	•	•					
Global roll-out of monitoring (50 countries)							•	•	•	•	•	
Establishment of a global baseline					•	•				•	•	•

## Traduire des ambitions mondiales à l'action nationale

En Septembre 2015, les chefs d'Etat de tous les coins du monde se sont réunis à New York pour adopter l'Agenda 2030 pour le développement durable, un ambitieux « plan d'Action pour l'humanité, la planète et la Prospérité », composé de 17 objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles, visant à ne faire rien de moins que « transformer notre monde ».

L'ordre du jour est applicable à tous les pays (§ 55)

*" Si des cibles idéales sont définies à l'échelle mondiale, c'est à chaque État qu'il revient de fixer ses propres cibles au niveau national pour répondre aux ambitions mondiales tout en tenant compte de ses spécificités.*

Les pays engagent à se livrer à un suivi systématique et l'examen de la mise en œuvre de l'Agenda - au niveau infranational, national, régional et mondial - guidée par les principes suivants (§ 72, 74, 77):

*" Engagés à titre volontaire et pilotés par les pays, ils tiendront compte des réalités, des capacités et des niveaux de développement propres à chacun d'eux et respecteront la sphère et les priorités de leur politique générale. La prise en main par les pays étant essentielle à la réalisation d'un développement durable, les résultats des processus nationaux serviront de fondement aux examens à effectuer aux niveaux régional et mondial, vu que l'examen mondial reposera principalement sur les sources officielles nationales de données "*

Il est en outre précisé que (§ 75):

*"Les objectifs et les cibles seront suivis et examinés à l'aide d'un ensemble d'indicateurs mondiaux. Ceux-ci seront complétés par des indicateurs aux niveaux régional et national qui seront développés par les États membres, en plus des résultats des travaux entrepris pour le développement des lignes de base pour les cibles où il n'y a pas encore de données nationales et mondiales de base "*

En résumé, l'Agenda 2030 - sa mise en œuvre, le suivi des progrès, le processus de suivi et d'examen - est en effet dirigé par le pays, et inspiré par l'ambition globale des cibles des ODD, les pays doivent fixer leurs propres objectifs qui prennent les circonstances nationales en compte. Une série d'indicateurs globaux seront utilisés pour rendre

compte des progrès vers les objectifs, tirés principalement de sources de données nationales officielles. Ceux-ci doivent être complétés par des indicateurs supplémentaires nécessaires aux fins de l'utilisation et des rapports nationaux, régionaux et thématiques.

Pour l'ODD 6, cela signifie que les pays doivent fixer leurs propres objectifs, par exemple : étendre l'accès à l'eau potable, améliorer le traitement des eaux usées et l'utilisation de l'eau. Pour certains pays, il peut être utile d'ajouter un indicateur national sur le temps consacré à la collecte de l'eau, et pour d'autres d'ajouter un indicateur national sur le taux de la désertification, sur la proportion de réutilisation de l'eau.

Pour assurer la qualité, en temps opportun, de données fiables et ventilées, il est clair que la capacité des bureaux nationaux de statistique et les systèmes de données doit être renforcée, et que les pays en développement, en particulier, ont besoin de soutien à cet égard - cette ambition est également soulignée dans l'ordre du jour.

### **Le suivi national comme fondement du suivi mondial**

Les États membres seront responsables du suivi et de la communication des résultats des ODDs, et seront également les principaux bénéficiaires de l'amélioration de l'accès à des données de meilleure qualité. Toute initiative de suivi doit donc prendre en compte les besoins nationaux. Pour assurer la pérennité des systèmes et des processus de suivi à ce niveau, il est nécessaire de s'intéresser plus largement au développement des capacités.

Le suivi régional et global devrait se fonder sur le suivi national tout en le renforçant. Pour permettre la comparaison des données entre les pays et entre les périodes, et pour suivre les progrès aux niveaux régional et mondial, il est nécessaire de promouvoir des approches harmonisées de contrôle ainsi que l'utilisation de normes et de définitions similaires entre les différents pays.

Afin de permettre aux États membres de commencer le suivi à un niveau cohérent avec leurs capacités nationales et leurs ressources disponibles, les méthodologies devront être souples. Avec cette approche, les pays peuvent débiter avec des méthodes simples, comme l'utilisation de sources alternatives de données ou le suivi d'un nombre limité de paramètres dans un nombre limité de sites. Avec l'augmentation de leurs capacités et/ou de leurs ressources, les pays peuvent progressivement adopter des méthodes plus avancées et mieux ventilées.

### **Informations intégrées en vue de la gestion intégrée**

Pour "assurer l'accès et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous », il est nécessaire de s'éloigner de l'approche sectorielle qui est caractéristique des ressources en eau, et d'adopter une approche globale plus intégrée de la gestion. Pour concevoir des politiques cohérentes et prendre des décisions de développement éclairées, il est nécessaire d'évaluer et d'analyser les conséquences potentielles des différentes voies de développement sur le bien-être social, économique et environnemental. Une approche de gestion intégrée, y compris une telle évaluation et l'analyse des différentes voies de développement global, ne peut être obtenue qu'en intégrant également des informations hydrologiques, environnementales, sociales et économiques.

Les indicateurs de l'ODD 6 répondent à différents aspects de l'eau et de l'assainissement, et de l'information qui sont généralement collectées par les différents secteurs. Les données sur l'utilisation de l'eau dans l'agriculture sont souvent recueillies par le ministère de l'agriculture, alors que les données sur la qualité de l'eau potable peuvent être collectées par le ministère de la santé, et des données sur la qualité de l'eau ambiante et d'évacuation des eaux usées peuvent l'être par le ministère de l'Environnement. Certaines données sont collectées par les services publics individuels, par les municipalités ou à d'autres niveaux sous-nationaux, alors que d'autres données sont collectées et compilées ou au niveau national par les ministères de tutelle ou le bureau national de

statistique. Les méthodes proposées pour la surveillance des indicateurs de l'ODD 6 comprennent également des mécanismes très différents pour les données d'exploitation, allant des enquêtes auprès des ménages à l'observation de la terre.

En résumé, la surveillance et la collecte de données en vue de l'ODD 6 inclura nécessairement un large éventail de parties prenantes, dans tous les secteurs et niveaux de gouvernement. Pour permettre une évaluation et une analyse complète de l'état des ressources en eau et des différentes voies de développement, un objectif clé de l'effort de surveillance est d'apporter toutes les informations ensemble, à l'appui d'une approche de gestion intégrée qui contribue à réduire la fragmentation institutionnelle.



**Figure 2 Briser les silos - l'eau est utilisée dans tous les secteurs de la société et afin d'assurer la durabilité des ressources, il est important de développer et de gérer les ressources de manière intégrée (Crédit photo: Etienne Poulin, Creative Commons)**

## L'utilisation de nouvelles sources de données

Les nouvelles technologies améliorent rapidement notre capacité à collecter, stocker, analyser, rapporter et partager des données, et en même temps, réduisent le coût de ces actions. Des exemples incluent notamment les progrès rapides effectués dans le domaine des outils (téléphonique et géospatial) de collecte de données, permettant à celles-ci d'être mises à disposition en temps réel, grâce à des solutions de transfert entre le mobile et Internet.

Une technologie simplifiée et abordable permet l'expansion de la science citoyenne, qui à son tour peut aider à élargir le suivi concernant l'eau et l'assainissement afin de surmonter des conditions de ressources limitées et d'atteindre des régions éloignées, et ainsi d'améliorer la ventilation des données. De même, les observations de la terre peuvent être utilisées pour le suivi efficace de l'étendue et de la qualité des écosystèmes, de l'utilisation des terres et de l'hydrologie. "

Étant donné que la résolution spatiale et temporelle des observations de la terre est souvent faite en continu, ce type d'information est particulièrement utile pour suivre les changements environnementaux au fil du temps.

L'intégration de toutes ces données constitue en effet une avancée décisive dans la façon dont les ressources en eau sont gérées.

## Ne laissons personne derrière - un appel à la ventilation des données

Dans le préambule de l'Agenda 2030, les pays "s'engagent à ne laisser personne de côté [Dans cette quête collective]" - aucun objectif ou cible ODD ne doit être considéré comme rempli, jusqu'à ce qu'il soit respecté par tous. Pour suivre les progrès accomplis à cet égard, il est nécessaire que les données puissent être ventilées par un certain nombre de strates, tels que le revenu, le sexe, l'âge, la race, l'origine ethnique, le statut migratoire, le handicap, la situation géographique et autres caractéristiques pertinentes dans des contextes nationaux.

Pour l'ODD 6, l'ambition de ne laisser personne derrière est particulièrement pertinent pour les objectifs 6.1 et 6.2 sur l'accès universel à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène. Les données actuelles peuvent être ventilées pour le lieu de résidence et la région infranationale, ainsi que la richesse. Au fil du temps, l'ambition est d'inclure les établissements urbains informels dans les données recueillies, ainsi que de développer des instruments d'enquête pouvant saisir les groupes marginalisés et les inégalités au sein des ménages, telles que le sexe, l'âge et le handicap.

Pour les cibles 6.3 à 6.6 sur les ressources en eau, les eaux usées et l'écosystème, avec des indicateurs de caractère plus physique, il est plus difficile de désagréger les données pour les couches sociales. Cependant, les conséquences d'une mauvaise gestion de ces ressources affectent différents groupes de personnes de manière différente, et cela est important à évaluer et à analyser. Le Géo-référencement des données physiques facilite une telle évaluation et analyse, par exemple par l'enregistrement du bassin dans lequel la rareté de l'eau prévaut dans un pays. Ainsi, il est possible d'évaluer les impacts sociaux de la pénurie d'eau, en étudiant le nombre de personnes vivant dans le bassin.



Figure 3 L'ODD 6 ne doit pas être considéré comme atteint avant d'être rencontré par tous, en appelant à la ventilation des données, et à l'évaluation des impacts sur les différentes strates de la population, prenant en compte l'âge, l'origine ethnique et le statut migratoire (Crédit photo: Banque asiatique de développement, Creative Commons)